

duite de mon chef et sur les déclarations qu'il a faites relativement à la langue française. Et ces déclarations ne datent pas d'aujourd'hui.

J'ai en main une compure du *Halifax Chronicle Herald* du 28 août 1967, dans laquelle on peut lire:

[Traduction]

Rien n'empêche certes la coexistence de nos deux langues et de nos deux cultures de concert avec une véritable entité nationale. Les Canadiens anglophones devraient accepter et accueillir la langue et la culture françaises au Canada comme une réalité permanente. Il ne s'agit que d'accepter la réalité et de reconnaître la grandeur de la tradition française, qui a contribué et contribuera énormément à notre vie nationale.

• (4.40 p.m.)

Ces paroles ont été prononcées par le premier ministre de la Nouvelle-Écosse à l'époque, l'honorable Robert L. Stanfield, non pas en 1967 mais le 6 avril 1964.

[Français]

Voilà ce que déclarait mon chef et qui décrit bien son attitude.

Je cite une autre de ses déclarations:

La fédération canadienne ne sera efficace que si les Canadiens français ne s'y sentent plus menacés dans leur épanouissement en tant que Canadiens français.

Et aussi, le 10 mars dernier, il disait, et je cite:

Tout partout dans le monde, le citoyen doit payer un prix pour son droit à la citoyenneté. Dans certains pays, il paie de sa liberté—dans d'autres de sa vie—dans d'autres, de sa fierté et de sa tranquillité.

En comparaison, le prix qu'on demande des Canadiens n'est pas élevé. Je crois que c'est un prix que nous sommes prêts à payer.

Entendons-nous bien.

S'il y a un Canadien qui diviserait ce pays plus qu'il ne l'est, je ne suis pas son chef.

Voilà qui établit la position de mon chef vis-à-vis de la langue et des droits des Canadiens français.

On a fait au cours du présent débat des remarques que je me dois de relever, parce que je crois qu'elles sont défavorables à ma province.

On a mentionné, par exemple, le fait de Saint-Léonard. Monsieur l'Orateur, il s'agit du seul événement du genre survenu dans la province de Québec, au cours des 100 dernières années. Je pourrais dire à ces gens qui craignent que ceci se propage dans la province de Québec que pour chaque fois qu'on peut mentionner le cas de Saint-Léonard dans la province de Québec, il y a des centaines de cas semblables qui se sont produits à travers le pays, envers mes concitoyens de langue française.

Ce n'est pas en essayant de raviver ces choses que l'on en viendra à une entente. Il faut se rappeler que nous, de la province de

[L'hon. M. Ricard.]

Québec, sommes fiers de traiter la minorité anglophone de la façon dont nous le faisons.

Chez nous, dans la province de Québec, 38 p. 100 des dépenses faites pour l'éducation le sont pour des institutions anglaises. Et il est à noter que les anglophones de la province de Québec ne représentent que 18 p. 100 de la population.

Il faut aussi noter que l'Université McGill, qui est considérée comme une université anglaise, est subventionnée par le gouvernement de la province de Québec dans une proportion de 70 p. 100. Je n'ai pas besoin de répéter que la grande majorité des payeurs de taxes dans la province de Québec sont des Canadiens de langue française.

Certains ont également dit que les capitaux fuyaient la province de Québec à cause d'une attitude intransigeante de la population de la province de Québec.

Je voudrais corriger cette impression, puisqu'elle est totalement fausse, et je voudrais informer la Chambre que s'il s'en trouve qui ont peur de la province de Québec, il y a nombre de compagnies anglophones qui y ont confiance. Au fait, la *Shell Oil of Canada Limited* a investi, au cours des derniers mois, 100 millions à Montréal, la *Golden Eagle*, 70 millions, la *Canadian International Paper* a investi 50 millions à Gatineau. La *Quebec North Shore Paper*, à Baie-Comeau, a investi 54 millions. La *B.A.S.F.*, 30 millions. La *Donahe Bros.* a investi 16 millions à La Malbaie. La *Goodyear Tire and Rubber Co.* a investi 11 millions et demi à Valleyfield. La *General Foods Ltd.* a investi \$7,700,000 à Ville LaSalle. La *J. H. Normick*, \$2,100,000 à La Sarre. La *Burlington Industries* a investi \$1,150,000 à Granby. La *Canada Packers Ltd.*, \$1,225,000 à Joliette. La *Firestone Tire and Rubber Co.*, un million de dollars à Joliette. La *Chemcell Limited*, un million à Saint-Bruno. La *Simons Cigar*, \$1,029,000 à Sainte-Thérèse. Et je pourrais continuer la liste d'autres compagnies qui ont investi des millions dans la province de Québec.

• (4.50 p.m.)

J'espère, monsieur l'Orateur, que ceci est suffisant pour démontrer que les gens raisonnables, les Anglo-Canadiens qui étudient les choses froidement et en connaissance de cause ont confiance dans la province de Québec et veulent continuer à faire leur part pour promouvoir, dans la province de Québec, les intérêts des Canadiens de langue française.

Monsieur l'Orateur, si imparfaite que soit la mesure actuellement à l'étude, je voterai en faveur. Il est possible, monsieur l'Orateur, d'être en désaccord sur certains articles de ce bill; cela ne signifie pas pour autant que nous